

## Un musée dédié à l'œuvre de Mammeri et un timbre à son effigie

Plusieurs actes symboliques et significatifs marqueront le centenaire de la naissance de l'écrivain et anthropologue Mouloud Mammeri.

En plus, du musée qui sera réalisé par le ministère de la Culture et qui sera dédié à sa mémoire, et de la baptisation du CNRPH dont il était directeur qui s'appellera, désormais, Institut Mouloud Mammeri, Algérie Poste éditera un timbre à l'effigie de l'auteur de *L'Opium et le bâton*.

La contribution de l'Anepe se traduira par la réédition de l'ensemble de son œuvre. Un film biographique est en préparation par le HCA, et un congrès international qui s'étalera sur cinq jours lui sera consacré par le CNRPH que dirige Slimane Hachi.

S.A.M.

# CÉLÉBRATION DU CENTENAIRE DE MOULOU D MAMMERI Les activités officiellement lancées à Ath Yenni par le ministre de la Culture

**S**tigmatisé, pendant la révolution, pour ses prétendus «reniements» par un courant nationaliste, poussé, durant de longues années après l'indépendance, à la marge du sérail académique et universitaire, où ses travaux de recherche ont été considérés comme subversifs par les partisans d'une authenticité douteuse et importée, Mouloud Mammeri qui a eu droit à la reconnaissance plébéienne est, à présent, célébré par l'Algérie officielle. 2017 a été consacrée année du centenaire de sa naissance (1917-2017).

C'est Azedine Mihoubi, ministre de la Culture en visite, mardi dernier, à Tizi-Ouzou, qui a donné à partir d'Ath Yenni, le village natal du père de la «Colline oubliée», le coup d'envoi du programme du Centenaire qui s'étalera du 28 février jusqu'au 31 décembre 2017 et sera célébré à travers de nombreuses wilayas.

Le HCA qui pilote cet événement avec de nombreux autres partenaires institutionnels a publié un fascicule où sont répertoriées les activités du centenaire



Photo : DR

qui a débuté à Ath Yenni et Tizi-Ouzou par une série de conférences et d'animations théâtrales et artistiques.

L'événement sera célébré sur l'ensemble des établissements scolaires des quarante-huit wilayas. Des animations de lecture seront organisées dans les écoles primaires et des cours dédiés à l'écrivain seront donnés

au niveau des CEM. Alger, Médéa, Oran, Batna, Annaba, Jijel, Tlemcen, Boumerdès, Constantine sont des villes concernées par ce programme qui comprend des colloques, des conférences, des journées d'étude revisitant l'œuvre et le parcours mammériens.

Azedine Mihoubi qui a visité le mémorial qui est dédié à l'écri-

vain, pour se recueillir, ensuite, sur sa tombe, rendra un éloge appuyé à «celui qui aurait pu avoir un grand destin politique national mais (qui) a préféré se consacrer à la recherche et à l'écriture. Il a beaucoup contribué à la réappropriation identitaire à la culture, à faire connaître le patrimoine immatériel de son pays mais aussi à l'enrichissement du patrimoine universel ; c'est grâce à ses recherches que l'Ahellil des Gouraras a été classé au patrimoine universel de l'Unesco.

Notre présence, ici (Ath Yenni), est un soutien à tous ceux qui œuvrent pour perpétuer la mémoire de M. Mammeri et son héritage intellectuel et romanesque qui appartient à toute l'Algérie et à l'humanité entière.»

Voulant saluer la grandeur de l'écrivain et l'homme de sciences qu'était Mammeri, le ministre aura ces mots : «Plus le temps et son absence nous éloignent de M. Mammeri, plus on sent sa présence parmi nous grâce à son héritage intellectuel et romanesque.»

Saïd Aït Mébarek

## UNE PREMIÈRE DANS LES ANNALES

# Un jeune romancier convoqué par la police

**Le jeune romancier algérien Anouar Rahmani a été convoqué mardi par la police judiciaire de Tipasa pour s'expliquer sur le contenu de son dernier roman «La ville des ombres blanches» écrit en arabe et publié sur Internet.**

**A** lors que la polémique sur le livre de Ferial Furon battait son plein, la convocation d'un jeune écrivain par les services de la police judiciaire passait inaperçue. Et pourtant, c'est bien la première fois qu'un auteur se voit interrogé durant des heures sur le contenu de son ouvrage. Il s'agit de Anouar Rahmani, écrivain arabophone auteur auparavant de «Les délires de Jibril» coédité en Algérie et en Egypte, et dont le second opus «La ville des ombres blanches» a été refusé par plusieurs maisons d'édition algériennes avant d'être proposé au téléchargement sur Internet à l'automne 2016.

A l'époque, plusieurs titres de la presse conservatrice avaient dénoncé un roman portant atteinte à l'entité divine, à

la religion et à la sacralité de la guerre de Libération. Anouar, déjà connu pour sa défense des droits des LGBT algériens, y raconte l'histoire d'amour entre un maquisard du FLN avec un pied-noir.

Jusque-là, rien d'anormal : une certaine police de la pensée s'était installée depuis longtemps au sein de certains médias et sur les réseaux sociaux mais ce qui pourrait passer pour un précédent dans l'histoire des lettres algériennes est la convocation d'un écrivain sommé de se justifier sur certains passages de son roman, en l'occurrence des lignes où le personnage rencontre un sans-abri appelé Dieu.

Pis encore, Anouar Rahmani raconte que pendant les longues heures de l'interrogatoire, les éléments de la PJ de

Tipasa l'ont questionné sur ses croyances religieuses, ses convictions politiques, ses chroniques sur *El Watan*, etc. Les policiers lui ont alors notifié une série de griefs retenus contre lui : atteinte à l'entité divine et à la religion ainsi que l'utilisation de termes sexuels !

Anouar Rahmani précise avoir refusé de répondre à la question sur ses croyances religieuses car «nul n'a le droit d'interroger un citoyen sur sa religion et si j'avais répondu, j'aurais renoncé à l'un de mes droits fondamentaux et constitutionnels». Il a par ailleurs réfuté les accusations en expliquant l'essence fictionnelle et allégorique de certains passages et en précisant que les vocables dits sexuels (pénis et vagin) étaient des termes quasi-scientifiques que l'on retrouve dans les livres scolaires.

Un P-V a ensuite été établi par les éléments de la police judiciaire, lequel sera envoyé au procureur de la République qui décidera de la suite de l'affaire.

Anouar s'attend donc à une convocation qui pourrait aboutir à un procès.

Il précise à ce propos que les chefs d'accusation portés contre lui peuvent lui valoir dix ans de prison : «Ce serait la première fois dans l'histoire du pays qu'un écrivain comparait devant un tribunal pour ce qu'il a écrit dans une œuvre de création. Si cela se fait, ce sera la porte ouverte à toutes les répressions.»

En effet, tout porte à croire que l'on est en train de passer à une vitesse supérieure dans le contrôle et la censure des idées et des productions intellectuelles. Même si la Constitution garantit les libertés de culte, de pensée et d'expression, le code pénal en dit toute autre chose.

Pire, la nouvelle loi sur le livre adoptée récemment prévoit également des sanctions contre toute «atteinte aux religions, à l'histoire de la guerre de Libération et à l'ordre public».

Sarah Haidar

## COMMÉMORATION

# À la mémoire du chahid Fernand Iveton et du moudjahid Georges Acompora

Il y a 60 ans, le 11 février 1957, a été guillotiné à Serkadji le chahid Fernand Iveton, et le 11 février 2017 est décédé à Bab el Oued (Alger) le moudjahid Georges Acompora (ancien condamné à mort et ancien colonel des sapeurs-pompiers d'Alger). Fernand, l'enfant du Clos Salembier

(El Madania), a offert sa vie et Georges l'enfant de Bab el Oued qui a consacré la sienne pour une Algérie libre, indépendante, fraternelle et tolérante. Avant son exécution Fernand déclare : «Que vaut la vie d'un homme, la mienne compte peu, ce qui compte c'est l'Algérie, son avenir, et l'Algé-

rie sera libre demain». Afin que nul n'oublie et en leur mémoire, un hommage leur sera rendu au cimetière chrétien de Saint-Eugène (Bologhine - entrée face au stade) le samedi 4 mars 2017 à 10h30. «Gloire à tous nos martyrs»

Les familles Iveton et Acompora

## MOSTAGANEM

# Le cinéma Afrique renaîtra de ses cendres

**Le cinéma Afrique sera rénové à partir du mois courant. Le conseil de la wilaya vient d'approuver le cahier des charges. Concrètement, on ne démolira pas l'actuel bâtiment, mais on le rénovera.**

La salle d'une capacité de 1 020 places entre les catégories réserve, balcon et loges sera conservée et modernisée. La salle assurera des projections de films et également des congrès et même peut-être des cours de théâtre.

La wilaya a jeté son dévolu sur un bureau d'études, le même qui a restauré le cinéma Colisée de Tlemcen à l'occasion de la manifestation «Tlemcen capitale de la culture islamique 2011», pour la rénovation et la restructuration du cinéma Afrique fermé depuis une décennie. Le défi est de taille car restaurer et restructurer ne signifie pas dénaturer.

Le grand écran que l'on vante comme le plus grand de l'Afrique du Nord ne sera pas changé et il tiendra toujours la part de son succès. La salle Afrique bénéficiera ainsi d'une rénovation totale : espaces, mobiliers, sols, murs, toiture, plafonds lumineux, cafétéria et sanitaires...

Du hall à la salle, tout sera refait pour donner un coup de jeune à ce cinéma datant de l'époque coloniale. Sur le même site, on prévoit aussi un parking pour les véhicules des spectateurs.

A. B.